



18 décembre :

Journée internationale des migrants

Cette année encore, le 18 décembre sera l'occasion de rappeler que des centaines de milliers de personnes dans le monde, hommes, femmes, enfants, sont privé-es de leur liberté de circuler et sont victimes de traitements discriminatoires et inhumains. Alors que des millions de personnes fuient leur pays, poussées à l'exode par les conflits armés qui persistent, les persécutions, les dictatures, mais également par la pauvreté ou par les catastrophes climatiques, ce sont les droits humains fondamentaux qui sont bafoués.

Les milliers de mort-es sur les routes de l'exil sont aussi le résultat de la logique du choix par l'Europe et les états membres de cadenasser les frontières, mettant des moyens considérables dans le contrôle, l'enfermement, le reflux et les expulsions sous-traitant même la condition des migrant-es à la Turquie, la Tunisie, la Libye.

En France la situation ne s'améliore pas, voire se dégrade fortement.

Celles et ceux qui parviennent à y entrer subissent contrôles, humiliations, violences, démantèlement de camps, privation des droits et de l'accès aux besoins élémentaires... Cette année le gouvernement a ainsi fait le choix cynique de remettre en cause l'accès inconditionnel aux soins via une réforme de l'Aide Médicale d'État (AME). En parallèle, de plus en plus d'enfants dorment à la rue avec leur famille faute de place en hébergement d'urgence.

La France, pourtant signataire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) dont on célèbre les 30 ans cette année, continue de bafouer les droits des enfants. Les placements en centre de rétention, les scolarités refusées ou interrompues sont régulièrement dénoncées notamment dans les rapports du Défenseur Des Droits (DDD) et condamnées par la cour européenne des Droits de l'Homme.

Face à cette politique de rejet de l'autre et de repli sur soi qui favorise la montée des populismes et de l'extrême droite, la FSU rappelle la contribution indéniable des migrant-es à la richesse et à l'histoire de notre pays. Elle continuera à s'engager pour défendre une autre politique migratoire et soutenir les citoyen-nes solidaires partout en France. Elle revendique la liberté de circulation, l'abandon de la directive Dublin et la fermeture des centres de rétention.

Elle appelle les personnel-les à rejoindre partout toutes les initiatives le mercredi 18 décembre.

Paris, le 17 décembre 2019

